

L'Atlas mondial : de la réglementation à l'action

L'édition gratuite : chaque grand régime de gouvernance de l'IA dans le monde, vérifié, sur une seule carte

Par Mathieu K. Gouanou, AI GOVERNANCE CHAIN™

Abréviations et acronymes

Aucune connaissance préalable n'est supposée. Chaque acronyme utilisé dans ce document est épelé ci-dessous.

Terme	Signification
IA	intelligence artificielle.
Règlement européen sur l'IA	le règlement de l'Union européenne sur l'intelligence artificielle, Règlement (UE) 2024/1689.
LGPD	Lei Geral de Proteção de Dados, la loi générale brésilienne de protection des données, loi 13.709/2018.
ISO/IEC 42001	la norme de système de management de l'IA publiée par l'Organisation internationale de normalisation et la Commission électrotechnique internationale en décembre 2023.
NIST AI RMF	le cadre de gestion des risques de l'intelligence artificielle du National Institute of Standards and Technology des États-Unis.
OCDE	l'Organisation de coopération et de développement économiques.
UNESCO	l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
ASEAN	l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
UA	l'Union africaine.
ÉAU	les Émirats arabes unis.
PDPC	la Personal Data Protection Commission de Singapour.
METI	le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie.
SDAIA	l'Autorité saoudienne des données et de l'intelligence artificielle.
TRAIGA	le Texas Responsible Artificial Intelligence Governance Act, House Bill 149.
BIPA	le Biometric Information Privacy Act de l'État de l'Illinois (2008).
SB	Senate Bill, projet de loi du Sénat d'un État américain.

Pourquoi cet atlas existe

La plupart des guides de gouvernance de l'intelligence artificielle sont écrits comme si chaque organisation répondait à Bruxelles ou à Washington. Ce n'est pas le cas. Vos obligations peuvent être écrites à Brasilia, à Lima, à Nairobi, à Singapour, à Séoul ou à Abou Dhabi, et elles évoluent vite. Cet atlas place chaque grand régime sur une seule carte, afin qu'une organisation, où qu'elle soit, d'une équipe de trois personnes à un ministère national, puisse voir ce qui s'applique à elle et ce qu'il faut faire en premier.

Comment lire cet atlas

Chaque entrée nomme l'instrument, son statut juridique avec la date de vérification, ce qu'il exige de vous et la première action à entreprendre. Trois disciplines gouvernent chaque entrée. Premièrement, chaque statut est vérifié au deuxième trimestre 2026, et la réglementation évolue, ce qui explique pourquoi l'atlas est actualisé chaque trimestre. Deuxièmement, cet atlas est un guide de gouvernance, pas un conseil juridique dans quelque juridiction que ce soit. Troisièmement, lorsqu'un régime est un projet de loi ou une stratégie nationale plutôt qu'une loi contraignante, l'entrée le dit clairement.

L'Europe : le régime vers lequel le monde converge

Le Règlement européen sur l'IA, Règlement (UE) 2024/1689 : Statut : en vigueur, avec des obligations qui s'appliquent progressivement à des dates publiées (vérifié T2 2026). Il classe les systèmes en quatre niveaux de risque et prévoit des amendes administratives pouvant atteindre 35 millions d'euros ou 7 pour cent du chiffre d'affaires annuel mondial pour les pratiques interdites. Son obligation de maîtrise de l'IA s'applique depuis février 2025. Première action : classez chaque système avec la classification rapide gratuite du Règlement européen sur l'IA, puis documentez la conformité avec le pack de conformité au Règlement européen sur l'IA.

Les États-Unis : le niveau fédéral

Le NIST AI RMF et le paysage fédéral : Statut : le NIST AI RMF est un cadre fédéral volontaire, et aucune loi fédérale complète sur l'IA n'est en vigueur ; un moratoire fédéral proposé sur les lois des États en matière d'IA a été retiré du projet de loi budgétaire de 2025 par un vote du Sénat de 99 voix contre 1, de sorte que la mosaïque de lois des États présentée ci-dessous demeure (vérifié T2 2026). Première action : construire l'AI Governance Crosswalk Matrix autour des quatre fonctions du NIST, Gouverner, Cartographier, Mesurer, Gérer, afin que chaque contrôle documenté une seule fois soit réutilisable dans chacun des régimes d'États ci-dessous.

Les États-Unis : le niveau des États

En l'absence de loi fédérale complète, le droit contraignant de l'IA aux États-Unis s'écrit dans les capitales des États. Les entrées ci-dessous sont les régimes assortis de sanctions et de dates. La plupart reprennent la logique les uns des autres : une organisation qui satisfait au Colorado sur le fond est largement prête pour les autres.

Colorado, la loi sur l'IA du Colorado, SB 24-205 : Statut : adoptée en mai 2024, entrant en vigueur le 30 juin 2026 après que le législateur a déplacé la date lors d'une session extraordinaire de 2025 ; la première loi complète d'un État sur l'IA (vérifié T2 2026). Elle impose aux développeurs et aux déployeurs de systèmes d'IA à haut risque, dans l'embauche, le crédit, l'assurance, le logement et les décisions conséquentes similaires, une diligence raisonnable contre la discrimination algorithmique, avec des évaluations d'impact et des avis aux consommateurs. Première action : exécuter l'Algorithmic Impact Assessment Builder sur chaque système de décision conséquente, puis émettre les avis aux consommateurs avec le constructeur de mentions de transparence.

Texas, TRAIGA, House Bill 149 : Statut : en vigueur depuis le 1er janvier 2026 (vérifié T2 2026). Une loi sur les pratiques interdites couvrant le déploiement public et privé, assortie d'un bac à sable réglementaire, et appliquée par le procureur général de l'État. Première action : le Prohibited-Practices Register, qui passe chaque système déployé au crible des catégories d'usage interdites par la loi.

Illinois, BIPA et House Bill 3773 : Statut : toutes deux en vigueur ; BIPA depuis 2008, avec un droit d'action privé qui a produit certains des plus importants règlements en matière de vie privée aux États-Unis, et HB 3773, qui modifie l'Illinois Human Rights Act pour encadrer l'IA dans les décisions d'emploi, depuis le 1er janvier 2026 (vérifié T2 2026). Première action : le Biometric Consent Tracker sur tout système qui touche à des données biométriques, puis documenter les décisions d'emploi avec le guide de décision de la supervision humaine.

New York City, Local Law 144 : Statut : en vigueur et appliquée depuis juillet 2023 (vérifié T2 2026). Elle impose un audit de biais annuel indépendant et un avis aux candidats pour les outils automatisés de décision d'emploi utilisés sur des candidats de New York City. Première action : l'Annual Bias Audit Playbook, qui planifie l'audit indépendant et contient les modèles d'avis aux candidats.

Californie, le bloc transparence : Statut : application progressive ; la loi sur la transparence de l'IA, SB 942, s'applique depuis le 1er janvier 2026, les règles du régulateur de la vie privée sur les technologies de décision automatisée ont été finalisées en 2025, et SB 53 encadre les développeurs de modèles de frontière (vérifié T2 2026). Première action : l'AI Content Labeling Kit pour les obligations de provenance de SB 942, puis le tri rapide des risques face aux règles sur la décision automatisée.

Utah, la loi sur la politique d'IA, SB 149 : Statut : en vigueur depuis mai 2024, la première loi d'État sur la divulgation de l'IA générative (vérifié T2 2026). Elle impose une divulgation claire lorsque les consommateurs interagissent avec une IA générative, avec des obligations renforcées dans les professions réglementées. Première action : exécuter le formulaire d'entrée des cas d'usage pour recenser chaque système conversationnel destiné aux consommateurs, avec des indicateurs d'obligations renforcées pour les professions réglementées.

Le schéma à retenir : ces lois convergent vers les quatre mêmes exigences que le reste de cette carte, la classification des risques, la supervision humaine, la transparence et la responsabilité documentée. Gouvernez une seule fois selon le socle convergent, et chaque nouvelle loi d'État devient une localisation à la marge, pas un nouveau programme.

L'Amérique latine et le Brésil

Brésil, projet de loi PL 2338/2023 : Statut : approuvé par le Sénat fédéral en décembre 2024 et actuellement devant la Chambre des députés ; en progression, pas encore une loi (vérifié T2 2026). Un projet complet fondé sur le risque, délibérément aligné sur la logique européenne des niveaux. Première action : inventoriez et classez vos systèmes par risque dès maintenant, car les niveaux brésiliens reflètent les niveaux européens que vos instruments servent déjà.

Brésil, la LGPD, loi 13.709/2018 : Statut : en vigueur (vérifié T2 2026). La loi brésilienne de protection des données gouverne déjà la décision automatisée, y compris les droits de révision des décisions automatisées. Première action : appliquez le formulaire d'entrée des cas d'usage de l'IA à chaque système qui touche des données personnelles.

Pérou, loi 31814 de 2023 : Statut : en vigueur, la première loi nationale sur l'IA en Amérique latine (vérifié T2 2026). Une loi de promotion et de principes qui annonce où l'application suivra. Première action : la grille de maturité de la gouvernance.

Chili, Colombie et Mexique : Statut : stratégies nationales et projets de loi en cours, la plupart suivant le modèle fondé sur le risque (vérifié T2 2026). Première action : gouvernez dès maintenant contre le socle convergent, de sorte que, quel que soit le projet de loi adopté en premier, vous soyez déjà conforme en substance.

L'Afrique

La stratégie continentale de l'UA sur l'IA : Statut : adoptée en juillet 2024, le cadre de référence pour les 55 États membres (vérifié T2 2026). Première action : la grille de maturité de la gouvernance, alignée sur les piliers de capacité de la stratégie.

Nigeria, Kenya et Rwanda : Statut : la stratégie nationale du Nigeria sur l'IA (2024), la stratégie nationale du Kenya sur l'IA 2025 à 2030 et la politique nationale du Rwanda sur l'IA (2023) sont des stratégies nationales adoptées, pas encore des lois contraignantes (vérifié T2 2026). Première action : le contrôle rapide de la maîtrise de l'IA et la grille de maturité, car le passage de la stratégie à la mise en œuvre est précisément là où se trouvent ces marchés, et là où l'avantage se gagne.

L'Asie-Pacifique

Singapour : Statut : le Model AI Governance Framework de la PDPC, son édition IA générative (2024) et AI Verify, la première boîte à outils de test de l'IA soutenue par un gouvernement ; volontaire mais la norme de pratique de facto de la région (vérifié T2 2026). Première action : le score de santé de la gouvernance de l'IA, qui s'accorde naturellement avec la philosophie singapourienne de la gouvernance testable.

Corée du Sud, la loi fondamentale sur l'IA : Statut : adoptée en décembre 2024 et en vigueur depuis janvier 2026, la deuxième loi complète sur l'IA au monde (vérifié T2 2026). Première action : la classification des risques et la documentation de la supervision humaine, avec le guide de décision de la supervision humaine.

Japon : Statut : une approche de droit souple à travers les lignes directrices METI sur l'IA pour les entreprises, aux côtés d'une loi de promotion de l'IA à touche légère de 2025 (vérifié T2 2026). Première

action : les principes d'une IA responsable, adoptés comme politique interne.

Chine : Statut : règles contraignantes en vigueur, dont les mesures provisoires pour l'IA générative (2023) et les réglementations sur la recommandation algorithmique et la synthèse profonde (vérifié T2 2026).

Première action : le constructeur de mentions de transparence, car les devoirs d'étiquetage et de divulgation sont au centre du régime chinois.

ASEAN : Statut : le guide sur la gouvernance et l'éthique de l'IA (2024) couvrant le bloc, dont la Thaïlande et les Philippines ; volontaire (vérifié T2 2026). Première action : la grille de maturité de la gouvernance.

Australie : Statut : la norme volontaire de sécurité de l'IA, avec des garde-fous obligatoires proposés pour les contextes à haut risque (vérifié T2 2026). Première action : le tri rapide des risques d'IA, confronté aux dix garde-fous de la norme.

Le Moyen-Orient

Les ÉAU : Statut : la stratégie nationale IA 2031 et le premier ministre d'État à l'IA au monde ; piloté par la stratégie, appliqué par les achats publics (vérifié T2 2026). Première action : le pack de gouvernance conseil et direction, car dans les régimes pilotés par la stratégie, la gouvernance se prouve à la table de direction.

Arabie saoudite : Statut : les principes d'éthique de l'IA de la SDAIA ; orientation d'une autorité nationale (vérifié T2 2026). Première action : l'autoévaluation de l'éthique de l'IA, mise en correspondance avec les principes de la SDAIA.

Le tissu conjonctif mondial

Les principes de l'OCDE sur l'IA : actualisés en 2024, le point de référence que citent la plupart des stratégies nationales (vérifié T2 2026).

La recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA : adoptée en 2021 par plus de 190 pays, et l'instrument que citent le plus les gouvernements africains et latino-américains (vérifié T2 2026).

La Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'IA : ouverte en 2024, le premier traité international contraignant sur l'IA (vérifié T2 2026).

ISO/IEC 42001 et le NIST AI RMF : la norme de management certifiable (décembre 2023) et la méthode à quatre fonctions (Gouverner, Cartographier, Mesurer, Gérer) dont s'inspirent les régimes du monde entier (vérifié T2 2026).

Ces cinq instruments forment l'épine dorsale de la correspondance. Gouvernez une fois contre eux, et la plupart des régimes nationaux sont largement satisfaits en substance.

Le schéma que cette carte révèle

Lus ensemble, les régimes convergent vers quatre exigences : la classification fondée sur le risque, la supervision humaine, la transparence et la responsabilité documentée. La conséquence stratégique est puissante. Une organisation qui gouverne une fois contre le socle convergent, puis localise aux marges, est

substantiellement prête partout, de Sao Paulo à Séoul. Cette localisation, obligation par obligation et instrument par instrument, est exactement ce que fait l'atlas complet.

Où s'arrête l'édition gratuite

Cette édition gratuite vous donne le QUOI et le POURQUOI : chaque grand régime, son statut vérifié et la première action. L'Atlas mondial complet : de la réglementation à l'action, qui fait partie du catalogue payant, met chaque régime en correspondance, obligation par obligation, avec l'instrument AI GOVERNANCE CHAIN™ précis qui la satisfait, dimensionné d'une équipe de trois personnes à un ministère national, et il est tenu à jour par le service trimestriel de veille réglementaire. Cet atlas alimente aussi CHAINGUIDE™, le moteur du désaccord, afin qu'un visiteur à Bogota, à Dakar ou à Manille puisse demander ce qui s'applique à lui et recevoir une réponse citée.

AI GOVERNANCE CHAIN™

Cadre de gouvernance de l'IA centrée sur l'humain

© 2026 Mathieu K. Gouanou. Tous droits réservés.

Membre du conseil consultatif de la Harvard Business Review.

Standard documentaire : une gouvernance de l'IA centrée sur l'humain.